

Polynésie française		République française
Subdivision administrative des Îles Sous-le-Vent		Liberté - Égalité - Fraternité
COMMUNAUTE DE COMMUNES HAVA'I		<div style="border: 2px solid blue; padding: 5px;"> Subdivision Administrative des Îles-Sous-Le-Vent ARRIVÉE LE 21 AOÛT 2020 N° 890.28.BF / ISLV </div>

ARRÊTÉ COMMUNAUTAIRE

N° 29/CCH/20 du 20 août 2020

Approuvant le principe de l'opération « installation d'une centrale hybride solaire-réseau-batterie sur le siège technique de la communauté de communes Hava'i basé à Huahine », son dossier technique et son plan de financement

LE PRESIDENT DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES HAVA'I

- Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;
- Vu l'ordonnance n° 2007-1434 du 05 octobre 2007 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics, modifiée par les lois n° 2007-1720 du 7 décembre 2007 et n° 2007-1787 du 20 décembre 2007 ;
- Vu le code général des collectivités territoriales ;
- Vu le décret n° 2008-1020 du 22 septembre 2008 portant extension des première, deuxième et cinquième parties du code général des collectivités territoriales aux communes de la Polynésie française, à leurs groupements et à leurs établissements publics ;
- Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;
- Vu la délibération communautaire n° 01/CCH/16 du 19 février 2016 portant approbation de l'élection du Président de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu la délibération communautaire n° 02/CCH/16 du 19 février 2016 fixant le nombre de vice-président et portant approbation de l'élection des membres du bureau du conseil communautaire de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu la délibération communautaire n° 04/CCH/16 du 19 février 2016 *modifiée* portant délégation de compétences du conseil communautaire au Président de la communauté de communes Hava'i ;
- Vu l'arrêté n° HC/2020/03/SAISLV du 14 août 2020 portant attribution à la communauté de communes Hava'i d'une subvention de 8 190 811 F CFP soit 68 639 euros au titre de la dotation d'équipement des territoires ruraux (DETR) – exercice 2020.

Considérant que la communauté de communes Hava'i souhaite s'engager dans une véritable démarche de transition énergétique.

Considérant que la communauté de communes Hava'i souhaite installer une centrale hybride solaire-réseau-batterie sur le siège technique basé à Huahine.

Considérant que cet arrêté, pris en application d'une délégation du conseil communautaire au Président de la CC Hava'i, a valeur de délibération.

ARRÊTE

Article 1^{er} : Le principe de l'opération « installation d'une centrale hybride solaire-réseau-batterie sur le siège technique de la communauté de communes Hava'i basé à Huahine » est approuvé.

Article 2 : Le dossier technique est validé.

Article 3 : Le plan de financement de l'opération est accepté et se présente comme suit :

Le coût prévisionnel de l'opération est évalué à 4 300 000 F CFP TTC et se décompose de la manière suivante :

OPERATION	INTERVENANTS	TOTAL HT	TAUX HT	TOTAL TTC	TAUX TTC
Installation d'une centrale hybride solaire-réseau-batterie sur le siège technique de la communauté de communes Hava'i basé à Huahine	Etat (DETR)	2 924 000 F CFP	80 %	2 924 000 F CFP	68,00 %
	Collectivité (CCH)	731 000 F CFP	20 %	1 376 000 F CFP	32,01 %
	Total général TTC	3 655 000 F CFP	100 %	4 300 000 F CFP	100 %

Article 4 : Le Président de la communauté de communes Hava'i certifie, sous sa responsabilité, le caractère exécutoire du présent arrêté.

Article 5 : Conformément aux dispositions des articles R 421-1 et R 421-6 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre la présente délibération dans un délai de deux mois à compter de la date de son affichage et de sa notification. Le tribunal administratif de la Polynésie française peut aussi être saisi par application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr.

Durant le délai de recours contentieux, un recours gracieux peut être exercé auprès de nos services.

Ce recours gracieux interrompt le délai de recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de l'intervention de notre réponse.

En application de l'article R 421-2 du code de justice administrative " *Sauf disposition législative ou réglementaire contraire, le silence gardé pendant plus de deux mois sur une réclamation par l'autorité compétente vaut décision de rejet* ".

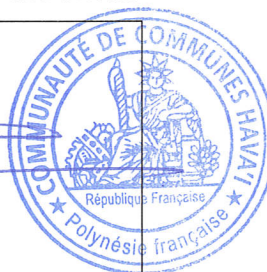
Article 6 : Le présent arrêté est affiché et transmis au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent. Ampliation est adressée au :

- Comptable public de la communauté de communes Hava'i.

Fait à Tevaitoa, le 20 août 2020
Extrait certifié conforme au registre des arrêtés

Le Président,

M. Cyril TETUANUI



Contrôle à posteriori

Acte rendu exécutoire de plein droit après publication ou affichage ou à leur notification ainsi qu'à leur transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent :

- Date d'affichage et/ou de publication : *31/08/2020*
- Date de transmission au délégué du Haut-Commissaire de la République en Polynésie française dans la subdivision administrative des îles sous le vent : *27/08/2020*
- Arrêté rendu exécutoire de plein droit à la date du : *31/08/2020*